

LA CONQUÊTE DES SOCIALISTES PAR LES POUVOIRS...

Nous avons tous lu au jour le jour les débats du *Congrès socialiste*, convoqué à Paris à la suite de l'entrée de Millerand au ministère. Mais quand on relit en entier les deux comptes rendus de ce même Congrès donnés, dans l'*Humanité nouvelle*, par Hamon et par Cornelissen, on ne peut s'empêcher de faire certaines réflexions; et nos lecteurs nous pardonneront, peut-être, d'y revenir.

Pendant six jours, plus de six cents socialistes - l'élite des socialistes parlementaires français - se sont trouvés réunis dans une salle. Ils ont discuté, ils ont lutté. Et c'est dans la lutte, on le sait, que jaillissent les grandes idées d'avenir. Il y avait, parmi ces six cents délégués un grand nombre d'hommes très intelligents; beaucoup parmi eux devaient être absolument sincères, beaucoup prétendaient être révolutionnaires, tandis qu'un certain nombre avaient pris part en 1871 à la révolution communaliste de Paris.

Le sujet de leurs débats se prêtait admirablement à un exposé net de principes; il permettait de formuler un programme, grand et large, de réformes politiques et économiques visées par les socialistes. Disons plus, c'était un programme de ce genre que la masse ouvrière socialiste attendait du Congrès.

Il s'agissait, on le sait, de se prononcer sur cette question: *«Millerand avait-il eu raison, ou non, d'entrer dans le ministère Galliffet et Waldeck-Rousseau?»*, question qui, nécessairement, se transforma, au cours des débats, en cette autre question, un peu plus large: *«Un député socialiste peut-il accepter un portefeuille dans un ministère bourgeois?»*.

Eh bien, la seule réponse raisonnable que le Congrès pût donner à cette question devait être conçue à peu près en ces termes:

«Le Congrès ne représente certainement pas un parti de révolutionnaires; il représente un parti de réformes, économiques et politiques, qui lui sont dictées par ses aspirations socialistes. Et ces réformes, considérées par le Congrès comme absolument urgentes et nécessaires, aujourd'hui même, - en voici le programme.

Si un ministère bourgeois accepte ce programme de réformes immédiates - un député socialiste pourra entrer dans ce ministère. Sinon - non».

Abstraction faite des personnes, c'était une réponse de ce genre que l'on devait attendre d'un pareil Congrès. Deux ou trois délégués essayèrent, en effet, de donner cette direction aux débats. Quand on est un parti de réformes, c'est bien la moindre des choses que l'on doit au peuple - de déclarer franchement quel est votre programme de réformes. Et, une fois le programme formulé, il tranchait la question spéciale, sans plus laisser dorénavant de place à l'équivoque.

Eh bien, c'est précisément ce que le Congrès n'a pas fait. Au lieu de formuler nettement ce qu'il attendait de ses représentants, que nous a-t-il donné? - Rien, absolument rien! Le zéro, le néant, la nullité! Un cri de rage s'échappe de la poitrine à la lecture de ces débats. Nous savions, sans doute, nous avions prédit ici même, ce que deviendrait le socialisme parlementaire. Mais jamais nous n'avions pensé qu'en si peu d'années le parlementarisme amènerait le socialisme français à ce point d'impotence intellectuelle. Nos prévisions sont tombées bien au-dessous de la triste réalité.

Le Congrès de Paris n'était certainement pas un Congrès révolutionnaire - nous le savons et ce n'est pas à ce point de vue que nous le jugeons. Nous savons que, par rapport à la révolution sociale, les membres de ce Congrès prennent des attitudes très variées. Les uns n'y croient pas du tout; les autres ne la voient pas venir de sitôt; quelques-uns abhorrent l'idée même du peuple dans la rue. Les uns sont prêts à épauler le fusil le jour où l'on se battra dans la rue; d'autres se hâteront ce jour-là d'organiser *«l'ordre»*, c'est-à-dire la contre-révolution. Mais, enfin, tous se disent d'accord sur un point. Que la révolution vienne ou qu'elle ne vienne pas, ils feront entre temps de leur mieux pour obtenir dans l'État actuel un certain nombre de réformes qu'ils appellent *«socialistes»*.

Soit! Prenons-les pour ce qu'ils se disent être. Socialistes réformistes, en attendant mieux.

Eh bien! c'est à cette fonction de socialistes et de réformistes que les six cents délégués au Congrès de Paris ont manqué sur tous les points. C'est sous ce rapport qu'ils ont fait preuve de nullité absolue.

Nous connaissons cependant des réformistes d'une tout autre trempe et d'une tout autre puissance intellectuelle.

Prenez Necker et l'abbé Sieyès. Lisez le *Tiers-État* de celui-ci et le *Pouvoir Exécutif* de celui-là. L'un et l'autre vivaient sous un absolutisme abject. L'un et l'autre abhorraient la révolution. Mais ils avaient des visées autrement hautes pour leur parti - la bourgeoisie - dont ils cherchaient à consolider le pouvoir. D'une main ferme et avec des visées larges, ils esquisaient la constitution politique qui devait enlever le pouvoir des mains de la noblesse et le remettre aux mains des bourgeois. Leur manière de traiter le peuple était détestable, ils étaient les ennemis du peuple; mais, du moins, ceux-là osaient penser pour le parti qu'ils représentaient. Les socialistes parlementaires ne l'osent pas du tout.

Ou bien, prenez un réformiste moderne - Henry George - aussi un ennemi de la révolution populaire. Nous l'avons vu lutter le jour où il avait posé sa candidature pour devenir maire de New-York. Celui-là encore osait penser. Non seulement il promettait au peuple de faire arrêter au lendemain de son élection les voleurs de la «*Tammany-Hall*», qui avaient pillé New-York pendant dix ans, mais il demandait sa nomination pour mettre à exécution son grand projet d'«*impôt unique*» (l'impôt par mètre carré). Il y voyait le moyen d'arracher la terre aux propriétaires fonciers, de la remettre au peuple, d'en communaliser la plus-value. Il développait carrément ce programme devant les miséreux de la cité américaine et faisait appel à eux pour accomplir sa réforme qui frise, on le sait, d'assez près une révolution agraire. Comme Eudes, il tomba mort dans un meeting.

Mais, où est le programme, où est la hauteur de pensée, l'audace du Congrès de Paris? Il nous a parlé de la conquête des pouvoirs, mais il n'a su que nous montrer sa conquête par les pouvoirs, la conquête du socialisme par la bourgeoisie.

Ne chicanons pas sur les résolutions du Congrès. Mettons que, sous peine de rupture entre les deux fractions du parti, le Congrès ne pouvait faire autrement que de voter à vingt-quatre heures de distance deux résolutions contradictoires: dire aujourd'hui qu'un député socialiste ne doit pas entrer dans un ministère bourgeois, et ajouter demain qu'il pourrait le faire dans des circonstances «*exceptionnelles*» (lesquelles?). Il est vrai qu'à notre avis, une division honnête du parti en deux fractions eût été préférable à la scission latente qui continue à exister, et qui paralyse les uns et les autres. Mais enfin, passons outre.

Mettons aussi que les dix ou vingt meneurs ne pouvaient dire autre chose que des banalités ou que faire des récriminations. Pour eux, les questions d'influence personnelle dominaient le reste.

Mais les autres? Mais les six cents autres délégués présents? Eux aussi n'avaient-ils donc rien à dire?

Se dire socialiste ne signifie pas, cependant, renoncer à toute idée de changer, de bouleverser même la machine politique actuelle. Au contraire. Le socialiste est forcé de concevoir une autre structure politique que celle qui existe.

Voici, en effet, un État, la France, qui a déjà eu sa première ébauche de révolution communaliste, mais qui reste encore, sous le nom de république, l'État impérial centralisé quelle était du temps de Napoléon. Si centralisé que les Césariens basent là-dessus tous leurs plans. Le premier César venu y trouvera, d'une part, un écrasement complet de la vie locale et, d'autre part, toute une puissante machine faite pour noyer dans le sang toute tentative de révolte.

Voilà un État, dans lequel un garde forestier n'ose vendre un arbre abattu par le vent sans que cinquante-deux paperasses soient échangées entre les bureaux de trois ministères; une commune n'ose pas ouvrir une école ou donner 100 francs à des ouvriers affamés, sans que le roitelet, le préfet, y fourre son nez et casse la décision. Un État, écrasé par les impôts et les monopoles qui livrent une puissance inouïe à la bourgeoisie. Un État où le clergé, grâce à ses immenses possessions et son influence politique, reste toujours le maître et tient encore un tiers des enfants allant à l'école primaire, ainsi que la moitié des jeunes gens qui reçoivent l'instruction secondaire dans ses écoles religieuses. Un État, pour tout dire, qui reste encore aux mœurs administratives de l'ancien régime, qui est une proie et un monopole de la bourgeoisie.

Et ces réformistes socialistes ne trouvent rien à redire à cette machine qu'ils devraient cependant travailler à refaire, sinon à démolir, dans l'intérêt même de l'action socialiste!

Enfin, la France n'est pas l'Allemagne, qui en est encore à attendre son 1848. Elle a vécu la *Commune de Paris* qui, prenant dans son vrai sens le mot de Proudhon: «*La Commune sera tout ou elle ne sera rien*», affirma un jour cette idée si juste sur les barricades et la paya du sang de 35.000 ouvriers parisiens.

Tout un programme de reconstruction économique et politique de la société peut se résumer dans cette seule idée de la *Commune libre*, de «*la Commune-Tout*», devenant le point de départ d'une république autrement républicaine que celle des Millerand et C^{ie}, ainsi que le commencement de l'expropriation et de la mise en commun des maisons habitées, des magasins, des usines, de la production. Pour ceux surtout qui ne veulent rien savoir de l'anarchie, cette idée représente, du moins, une forme tangible pour commencer la révolution sociale, une idée déjà plus ou moins familière au travailleur français.

Eh bien! rien de cela n'existe pour ces soi-disant «*conquérants des pouvoirs*», bel et bien conquis par les pouvoirs bourgeois.

Ce n'est pas à nous de rédiger des programmes pour les réformistes. Mais on voit d'ici quel fier programme de réformes politiques et économiques pouvait être échafaudé sur cette seule base. La Commune - maîtresse de ses destinées, réglant elle-même les conditions du travail dans son sein, remaniant de fond en comble l'assiette des impôts, nommant elle-même ses juges, reconstruisant à son gré l'ensemble de l'instruction, expropriant là où elle le trouve nécessaire, communalisant ce qu'elle veut communaliser, sans passer par la filière du Parlement - n'y a-t-il pas là tous les éléments d'un fier programme? Ce n'est pas notre rêve, à nous, anarchistes. Nous allons bien plus loin dans nos demandes. Mais la Commune maîtresse de toutes ses destinées et le déchetage de l'État centralisé, est, certainement une réforme qui s'impose déjà à la vieille Europe. N'était-il pas du devoir des socialistes réformistes, fils des communards, d'arborer du moins franchement le drapeau de cette réforme, s'ils n'osent pas aller plus loin?

Ils ne l'ont pas fait; ils n'ont osé rien faire. Car, pour faire cela, il eût fallu que les socialistes parlementaires eussent eu l'audace de se présenter devant la Chambre - non en quémandeurs qui entrent, chapeau bas, dans le sanctuaire de leurs rêves, mais en fiers conquérants qui veulent conquérir un meilleur avenir pour le peuple.

Mais non! Sauf un moment d'enthousiasme à la clôture du Congrès - se faire petits, se faire pardonner par les bourgeois de s'appeler socialistes - c'est tout ce qu'ils ont su faire...

Est-ce tout, cependant? - Nous voudrions bien nous tromper, nous serions heureux de nous tromper, mais il nous semble fort que ce qui s'est constitué à ce Congrès, - tacitement, de façon à n'avoir pas été aperçu par les membres sincères de la réunion, c'est ce parti de la réaction socialiste; le parti qui, un jour, cherchera à étouffer la révolution sociale en se couvrant de l'étiquette du socialisme.

Le socialisme ne peut pas être réformiste. S'il se refuse à être révolutionnaire, il tombe forcément dans les bras de la réaction.

Pierre KROPOTKINE.
